

**Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en compte au cours de la conception).

**Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques** (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet).

L'examen analytique des risques climatiques a conclu que cette action était à risque (une évaluation sera mise en œuvre).

La zone côtière béninoise est sujette à plusieurs menaces d'origines naturelles et anthropiques. L'érosion côtière, consécutive à la dynamique des paramètres climatiques et hydrologiques est aggravée par les activités humaines, et constitue le défi majeur de la durabilité de la zone côtière. La pollution des écosystèmes perturbe voire déstabilise l'écologie des espèces animales et végétales. La régression des espaces forestiers du fait essentiellement des actions anthropiques et naturelles est aussi une source de fortes inquiétudes en particulier en ce qui concerne la mangrove, formation typique des zones côtières béninoises et qui en assure l'équilibre environnemental (sans oublier les autres services socioéconomiques).

L'élévation de la température qui entraînera celle de l'eau engendrera une baisse de la teneur en oxygène dissous. Par ailleurs, les effets combinés de la hausse des températures et d'une élévation du niveau de la mer généreront une modification du réseau trophique, une perte de la biodiversité et ralentiront la croissance des espèces qui s'adapteront et fragiliseront l'ensemble des écosystèmes de la zone côtière du Bénin. L'élévation du niveau de la mer par submersion et érosion des côtes (de l'ordre de 40 cm pour 2070 selon les estimations) aura un effet néfaste sur les établissements humains côtiers. Dans le temps, l'intrusion d'eau marine risque d'accentuer fortement le degré de salinité des terres agricoles provoquant ainsi leur dégradation et la pollution des nappes phréatiques.

---

### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1<sup>2</sup>. Cela implique qu'une attention particulière sera accordée à la dimension genre de l'action à toutes les étapes de la mise en œuvre. L'action encouragera la formation, l'emploi et l'entrepreneuriat féminin, notamment dans les domaines ciblés de la protection de l'environnement, l'écotourisme, l'agroécologie et les métiers liés aux systèmes alimentaires durables, ainsi que l'implication des associations de femmes dans la production et la commercialisation des productions issues de l'agroécologie et dans tous les prises de décisions. La cellule de suivi de l'activité 2.4 intégrera la question du genre dans ses référentiels d'évaluations. Cet accompagnement permettra de capitaliser autour des aspects genre. Une évaluation des systèmes alimentaires territoriaux identifiant spécifiquement les contraintes liées au genre sera menée. Dans le cadre du dialogue inter-acteur mené au niveau local, la participation active des femmes au processus de consultation et de prise de décision sera encouragée afin de garantir une participation équitable entre les hommes et les femmes. Les femmes sont des acteurs clés de la vie économique et sociale traditionnelle dans les sites cibles. Elles contribuent à une grande partie des tâches quotidiennes telles que la collecte du bois de chauffage, la transformation et la commercialisation du poisson, le travail agricole, la cuisson, la transformation du sel, en plus de diverses tâches liées aux ménages. En raison de leur forte dépendance à l'égard des écosystèmes naturels (y compris les mangroves) pour ces tâches, les femmes représentent une part importante de la population locale qui subit les effets négatifs associés au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, et qui est la plus préoccupée par la vulnérabilité des écosystèmes de mangroves au changement climatique.

---

### **Droits de l'homme**

Une attention particulière sera donnée à la question des droits humains, et en particulier à celle des droits de populations autochtones (respect du foncier, des lieux de culte et des pratiques culturelles), vis-à-vis des aires de protection. L'action assurera le respect des principes opérationnelles de l'approche basée sur les droits humains (respect de tous les droits humains, participation, non-discrimination, transparence et reddition des comptes) et se focalisera sur la création des capacités des titulaires d'obligations et des représentants de titulaires de droits.

---

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique qu'une analyse des besoins sera menée au démarrage de l'action, des actions ad hoc pourront cibler ces besoins.

---

<sup>2</sup> Objectif principal / objectif significatif / non ciblé